LA MARIONNETTE MADURO S'EN VA, LE SYSTÈME CAPITALISTE RESTE
NE TOMBONS PAS DANS LE PIÈGE DE DÉFENDRE CERTAINS EXPLOITEURS CONTRE D'AUTRES

Au petit matin du 3 janvier 2026, l'armée américaine a bombardé une base militaire à Caracas avec 7 explosions tandis que des hélicoptères de combat américains volaient sans trop d'hâte dans le ciel de Caracas.

Quelques heures plus tard, le président américain annonçait qu'il avait kidnappé le président vénézuélien et son épouse afin de les juger aux États-Unis. Aucune mobilisation de l'armée vénézuélienne, aucune réponse ni tentative d'interception. Et pourtant, les États-Unis ont déployé une partie de leur flotte, affirment être intervenus sur le territoire vénézuélien la semaine dernière et l'armée vénézuélienne était en état d'alarme.

Dans un discours amorti, le chef de l'armée (Padrino), sans mentionner l'enlèvement du président vénézuélien, a appelé à la *« sérénité, raison, calme »* et a conclu par des proclamations en faveur de la défense de la patrie. Le ministre de l'Intérieur, également militaire, Diosdado Cabello, après s'être embrouillé en disant *« au-delà de l'un d'entre nous, ou d'un autre d'entre nous ou de n'importe lequel d'entre nous... »*, sans nommer Maduro, a également récité les proclamations de défense de la patrie. En d'autres termes, tout semble indiquer que **la marionnette Maduro a été livrée**.

L'action des États-Unis poursuit plusieurs objectifs

Premièrement, **il s'agit d'imposer l'accès hégémonique des États-Unis au pétrole vénézuélien** et d'empêcher la Chine de reconstruire l'industrie pétrolière vénézuélienne. Malgré les tentatives des États-Unis d'imposer l'exclusivité du commerce aux compagnies pétrolières américaines, menées par Chevron, qui se sont réintroduites ces dernières années : *« dans le cas du Venezuela, plus de 80 % de ses exportations de pétrole sont destinées à la Chine »* (Expansión, 26-12-2025), essentiellement pour payer ses dettes. Non seulement la quasi-totalité du pétrole que l'impérialisme américain considère comme sien allait à l'impérialisme chinois, mais les investissements directs du capitalisme chinois dans ce domaine s'accéléraient : *« La première installation flottante de production de pétrole brut dans le cadre d'un projet d'un milliard de dollars exploité par la société chinoise Concord Resources Corp au Venezuela est arrivée au lac Maracaibo (...) La société chinoise, connue sous le nom de CCRC, intensifie la production dans deux champs pétrolifères (...) et espère atteindre 60 000 barils par jour d'ici la fin de l'année prochaine. (...) dans le cadre d'un contrat de partage de production de 20 ans. La société a envoyé du personnel chinois spécialisé dans le développement des gisements pétroliers, dans le but de rouvrir rapidement une centaine de puits. »* (La Patilla, 04-09-2025).

Il ne s'agit pas seulement de s'emparer du business pétrolier, mais aussi d'exploiter les autres ressources naturelles : *« Outre les plus grandes réserves de pétrole au monde, le Venezuela possède d'énormes gisements de gaz – les sixièmes au niveau global –; d'importantes réserves d'or, les plus importantes d'Amérique Latine, de fer, douzième rang mondial, de bauxite, quinzième, et de diamants. (...) À cela s'ajoute une dotation importante en « terres rares », notamment en coltan et en thorium. »* (El País, 21-12-2025).

Deuxièmement, **il s'agit de revivre l'image de BULLEUR mondiale des États-Unis** à travers de leur « département de la guerre » récemment redécoré. Dans leur processus de retrait, les États-Unis ne peuvent pas maintenir des conflits soutenus avec le déploiement de leur propre armée et ont dû se retirer progressivement. Mais ils peuvent jouer les bulleurs mafieux, lorsque Israël élimine au préalable les défenses antiaériennes de l'Iran, ou contre un capitalisme comme celui du Venezuela qui s'effondre en morceaux, s'ils ont un point d'appui à l'intérieur. Avec la destruction de navires en haute mer, il s'agit d'un message adressé aux États capitalistes en général et aux États latino-américains en particulier qui résistent au capitalisme américain.

Troisièmement, **il s'agit d'un coup porté par les États-Unis spécifiquement à la Russie, à la Chine et à l'Iran**, pour plus de détails sur les relations qu'ils veulent rompre : *« accord d'association stratégique et de coopération entre la Russie et le Venezuela (...) Toute la technologie militaire du pays caribéen est majoritairement d'origine russe (...) Pékin a annoncé un accord commercial libre de tarifs avec Caracas (...) l'accord de coopération stratégique de 20 ans signé en 2022 avec l'Iran ».* (La Vanguardia, 15-11-2025).

Qui peut contrôler la situation interne ?

Dans ses déclarations ultérieures, le président américain (Trump) a déclaré que les États-Unis prévoyaient de gouverner le Venezuela pendant un certain temps jusqu'à ce qu'une transition vers un gouvernement capable de contrôler la situation et aligné sur les intérêts américains ait lieu. Il a menacé d'une deuxième attaque et a averti que ce qu'ils avaient fait au président, ils pouvaient le faire à tout autre qui ne se plierait pas à leurs intérêts. Mais il a affirmé qu'il ne pensait pas que cela serait nécessaire, car la vice-présidente du Venezuela aurait déclaré qu'elle s'alignerait avec eux et aussi parce qu'il y avait des gens formidables dans l'armée vénézuélienne.

L'« opposition » n'a pas tardé à déclarer qu'elle était prête à prendre le pouvoir, mais, de manière très significative, le président de l'impérialisme américain a affirmé que la dirigeante de l'« opposition » n'avait pas le soutien ni le respect nécessaires pour diriger le capitalisme vénézuélien.

Et au même temps, les États-Unis ne peuvent ni envahir le Venezuela ni le gouverner sans le soutien du Parti de l'Armée. Par conséquent, ce qui va décider du cours des événements immédiats, ce sont les négociations auxquelles l'armée vénézuélienne acceptera ou non de participer, selon qu'elle estimera pouvoir ou non maintenir le contrôle de la situation à travers de ses bases sociales et faire des affaires avec les États-Unis au même temps.

Mais qui paiera les dettes ?

Le plan des États-Unis consiste à faire appel à des entreprises pétrolières américaines pour reconstruire les infrastructures énergétiques, en avançant les fonds nécessaires à partir des ventes du pétrole extrait. Ainsi, en modernisant les infrastructures et en augmentant la production, elles pourraient vendre le pétrole brut du Venezuela au reste du monde, réalisant d'énormes profits et promettant un avenir radieux aux Vénézuéliens.

Mais, outre le fait que le prix du pétrole est inférieur à 60 dollars le baril et que l'augmentation de la production pétrolière au Venezuela ferait encore baisser ce prix, il y a les dettes à rembourser : *« Selon les estimations citées par Reuters, le Venezuela doit environ 60 milliards de dollars en obligations en souffrance. Si l'on inclut les obligations de Pdvsa, les prêts bilatéraux et les sentences arbitrales internationales, la dette extérieure totale s'élève à entre 150 et 170 milliards de dollars,*

selon le calcul des intérêts courus et des décisions judiciaires. (...) L'univers des créanciers vénézuéliens est vaste et hétérogène. Il comprend des détenteurs d'obligations internationales - des fonds mondiaux des marchés émergents et des fonds spécialisés dans les dettes en difficulté, connus sous le nom de « fonds vautours », des entreprises ayant obtenu des sentences arbitrales favorables et des créanciers bilatéraux. Parmi ces derniers, on peut citer la Chine et la Russie, qui ont accordé des prêts de plusieurs millions de dollars. » (El Nacional, 20-12-2025).

Le grand mensonge du socialisme au Venezuela

La grande victoire de la bourgeoisie vénézuélienne – tant du officielisme que de l'"opposition" – a été de réussir à identifier le Parti de l'Armée avec le socialisme et le communisme. **Il est une nécessité impérieuse pour la classe ouvrière d'éliminer ce GRAND MENSONGE**. Au Venezuela, il n'y a pas de socialisme, il y a du CAPITALISME. Le capitalisme est basé sur le **travail salarié**, dans lequel **notre force de travail est une marchandise** comme une autre et a un prix : le salaire. C'est pourquoi le **capitalisme est inévitablement synonyme d'exploitation et de faim pour la classe ouvrière. Aucun changement de gouvernement parlementaire ne signifiera un réel changement pour la classe ouvrière sous le capitalisme**. L'État capitaliste est au service du capital, quiconque dirige, quiconque gouverne.

La dure réalité est que les dettes du capitalisme vénézuélien – tant que le capitalisme subsistera – ne peuvent être remboursées qu'au prix de la surexploitation du prolétariat vénézuélien.

Tant que le capitalisme subsistera au Venezuela (même si certains le déguisent faussement en socialisme), le seul sort réservé à la classe ouvrière sera l'exploitation de la marchandise « force de travail », afin d'obtenir la plus-value comme seule source de profit.

Pour la reprise de la lutte de classe

L'**illusion parlementaire** ou le **narcotique patriotique** ne sert qu'à nous distraire pendant que nous sommes tués par la faim ou par les balles : les gouvernements parlementaires passent et la faim demeure. Nous, prolétaires, continuerons à subir les conséquences de ce système tant qu'on nous embrouille en disant qu'il faut changer de gouvernement, alors que ce qu'il faut faire c'est **abolir ce système d'exploitation**.

Telle est la réalité que la classe ouvrière et le prolétariat vénézuélien vivent et affrontent, théoriquement désarmés sans une organisation de classe qui puisse servir d'instrument pour la **lutte pour de meilleures conditions de travail et salaires**. La classe ouvrière ne sera pas en mesure de lutter, même pour ses revendications immédiates, **si nous ne rompons pas avec la politique bourgeoise qui influence et dirige l'ensemble de l'appareil syndical, en rompant avec son contrôle organisationnel, en tendant à former des organismes de lutte économique de classe et indépendants des partis politiques parlementaires**, en combattant la politique de soumission ou de solidarité à l'économie nationale ou d'entreprise, en combattant et en démasquant le régime démocratique parlementaire en tant qu'instrument classique de domination de la dictature du capital.

Nous avons besoin de **récupérer un programme de surpassement révolutionnaire du capitalisme**, ce n'est qu'alors que nous pourrons lutter pour de meilleures conditions de travail et sociales tout en préparant les conditions de l'abolition de l'esclavage du travail salarié.

L'unité nationale est la tombe de la classe ouvrière

Certains nous diront qu'il faut lutter pour la patrie contre l'intervention militaire américaine, d'autres nous diront qu'il faut lutter pour la patrie contre le pouvoir en place, lutter pour la patrie contre le retour des *escuálidos*, etc. Et puis ils nous diront qu'il faut défendre la patrie en nous tuant à la tâche et en travaillant comme des bêtes pour un salaire aussi misérable qu'actuellement ou pire.

Mais la fameuse « patrie » pour la classe ouvrière, c'est que notre exploitation. Car les uns et les autres, tous ceux qui ont des intérêts économiques dans l'exploitation de la classe ouvrière mondiale en général et vénézuélienne en particulier, qu'ils soient bourgeois vénézuéliens du officielisme ou de l'opposition, américains, russes ou espagnols, chinois ou italiens, tous tirent leurs profits de notre exploitation.

Le nationalisme nous livre pieds et poings liés à l'exploitation capitaliste en temps de guerre commerciale et à la boucherie comme chair à canon en temps de guerre militaire. Toute défense de la propre "patrie" est une trahison de la cause de la révolution : ***"Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas."*** (Manifeste du Parti Communiste, 1848).

L'histoire n'offre qu'une seule voie pour éliminer toutes les exploitations, toutes les tyrannies et les oppressions : **la voie de l'action révolutionnaire de classe qui, dans chaque pays quel qu'il soit, aligne la classe ouvrière contre la bourgeoisie locale, avec une complète autonomie de classe** dans la pensée, organisation et comportement politique, dans l'action de combat ; **unissant les forces des prolétaires du monde entier au-delà des frontières de tous les pays** – en "paix" et en guerre – **en un organisme unitaire dont l'action ne s'arrête pas jusqu'à l'anéantissement complet des institutions du capitalisme.**

La seule façon de s'opposer aux guerres que le capitalisme produit est la **reprise de la lutte de classe** contre la propre bourgeoisie, la **rupture du front national interclassiste** (dans les pays belligérants et les autres). Pour cela, nous devons combattre l'influence organisationnelle et idéologique exercée par la bourgeoisie à travers le syndicalisme intégré à l'Etat et le parlementarisme, en développant un **large réseau de solidarité et de lutte au niveau syndical, en dehors des tentacules de l'État, dans lequel le Parti Communiste International ait acquis une influence décisive**.

Le mot d'ordre des révolutionnaires du monde entier doit être de façon intransigeante et sans exceptions :

- Rejet de tout nationalisme : "*les ouvriers n'ont pas de patrie*".
- Rejet de la solidarité avec l'économie de l'entreprise et l'économie "nationale".
- Défaitisme révolutionnaire contre la propre bourgeoisie en temps de guerre commerciale ou militaire.
- Organisation conjointe et internationale des prolétaires de toutes les langues au sein du Parti Communiste International pour la **RÉVOLUTION COMMUNISTE À L'ÉCHELLE MONDIALE**.

À BAS LA GUERRE IMPERIALISTE !
À BAS LE CAPITALISME EXPLOITEUR QUI AFFAME LA CLASSE OUVRIÈRE !
À BAS LE FAUX "SOCIALISME" DU PARTI DE L'ARMÉE !